

Projet de résolution à soumettre à l'Assemblée générale des Économistes atterrés

Lorsque l'association « Les Économistes atterrés » s'est constituée alors que la crise déclenchée en 2007 se soldait par des politiques néolibérales toujours plus désastreuses, son premier « Manifeste » dénonçait le décalage « patent entre les affirmations péremptoires des “experts” et la fragilité de leurs diagnostics ». Il y était clairement affirmé l'objectif d'« aider les citoyens à mettre des mots et des concepts sur leurs doutes, et les conforter dans l'idée que d'autres choix pouvaient être mis en débat ». L'urgence était donc à l'époque de mettre un terme aux politiques d'austérité et de restreindre drastiquement les prérogatives des marchés financiers.

Ces objectifs restent parfaitement d'actualité. Mais la situation a considérablement changé parce que la crise est devenue globale, multidimensionnelle et véritablement systémique, mêlant l'économie et la finance, le social, l'écologie, le politique, les rapports entre femmes et hommes, la démocratie, les relations géopolitiques, etc.

Les alertes du GIEC sur le changement climatique sont de plus en plus inquiétantes parce que les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre vont à l'opposé d'une neutralité carbone au milieu du XXI^e siècle. Celles de l'IPBES concernant la perte irréversible de biodiversité ne le sont pas moins. Les conséquences de toutes ces dégradations sont déjà payées au prix fort surtout par les populations les plus pauvres du monde. C'est ainsi que crise sociale et crise écologique sont inextricablement liées. L'une des traductions économiques de cette crise globale est une diminution jusqu'à presque zéro de la croissance de la productivité du travail. L'incapacité du capitalisme mondial à répondre aux besoins collectifs de l'humanité et à préserver l'habitabilité du monde est ainsi de plus en plus criante.

Dans ces conditions, quelle doit être la place et le rôle des économistes ? La crise globale appelle aujourd'hui une rupture dans la manière de poser les problèmes : au cours des années récentes, nombre de sociologues, anthropologues, historiens et philosophes ont intégré les apports des scientifiques du climat, de la nature, pour tenir compte des multiples interactions entre la culture et le vivant. Notre travail d'expertise doit se nourrir du croisement des recherches en sciences du vivant et en sciences sociales ainsi que des initiatives de la société civile. Il ne s'agit donc pas de nous transformer en sociologues, anthropologues ou philosophes ni de cesser d'être des économistes. Mais le moment est venu d'ouvrir une discussion pour refonder notre démarche critique pour répondre aux nouvelles questions en rassemblant des chercheurs critiques d'autres disciplines et des acteurs engagés dans les combats socio-écologiques.

Une telle refondation théorique et stratégique nous aidera à répondre aux nouvelles questions du moment. La bifurcation du système productif, c'est-à-dire la transformation du mode de production, des rapports sociaux qui s'y nouent et du mode de consommation, est l'objectif et le moyen d'une transition sociale et écologique véritable. Elle exige que soit discutés l'organisation et le sens du travail à partir des besoins prioritaires à satisfaire pris en compte dans une planification démocratique. Cela passe aussi par un questionnement pluridisciplinaire du « progrès technique » comme partie intégrante du rapport social de production.

Nous devons aujourd'hui articuler notre engagement pour une répartition plus égalitaire des revenus et des patrimoines et une plus grande stabilité macroéconomique à la bifurcation écologique et sociale et à une sécurité sociale plus large qui l'accompagne. Cela implique de réexaminer aussi les questions de la propriété collective et des communs. Enfin, elle exige de transformer l'État et ses politiques publiques, évoluant aujourd'hui dangereusement vers une marchandisation de la société et un contrôle social, toujours plus poussées et bien éloignées de l'intérêt général. Proposer de nouvelles politiques publiques et de planification suppose de les intégrer dans une réflexion sur une profonde transformation démocratique de l'État et de la société.

La question de la croissance économique percute de manière presque identitaire aujourd'hui l'économie comme champ disciplinaire. Dans un contexte global où la survie de l'humanité est menacée et où des espèces vivantes disparaissent tous les jours, la croissance verte est un leurre dangereux. Comment en effet sortir de l'obsession de la croissance économique éternelle ? Comment amorcer la décroissance des productions néfastes et dévastatrices pour laisser la place à celles qui sont utiles, notamment dans les services publics et les biens communs ? Comment aiguiller les investissements vers ces dernières ? Comment rendre dignité et pouvoir aux classes populaires ? Comment vivre et produire nos besoins dans un rapport non utilitariste et prédateur à la nature ?

Reconnaître la nécessité de travailler en synergie avec d'autres pour apporter des réponses à la hauteur des enjeux n'est pas nous renier comme économistes. C'est refuser de compartimenter les savoirs, refuser une vision économiciste de notre rôle. L'économie en tant que discipline n'est ni autonome ni neutre. Elle ne plane pas au-dessus de la société, ne fournit pas des vérités universelles. Elle a, au contraire, besoin de rencontrer d'autres disciplines afin que chacune apporte sa pierre à la construction de solutions alternatives.

Afin que notre démarche soit crédible, nous avons besoin de faire ou de refaire des Économistes atterrés un espace de dialogue serein dans lequel personne ne soit dénigré, méprisé ou menacé. La refondation que nous proposons n'est ni une dissolution des Économistes atterrés, ni la création d'un rassemblement aux contours flous, mais elle est de donner un mandat au prochain Conseil d'administration pour qu'il initie, sur la base d'un texte d'orientation clair des principaux chantiers à venir, un processus d'ouverture en direction de nos collègues sociologues, socioéconomistes, juristes, anthropologues, enseignants de sciences économiques et sociales dans les lycées, etc., individuellement ou regroupés dans des associations, en direction aussi des citoyens engagés dans les différentes structures actives en faveur d'une transformation profonde de la société.

Éric Berr, Mireille Bruyère, Nathalie Coutinet, Anne Eydoux, David Flacher, Jacques Généreux, Jean-Marie Harribey, Arthur Jateau, Esther Jeffers, Dany Lang, Leo Charles, Leo Malherbe, Jonathan Marie, Virginie Monvoisin, Fabienne Orsi, Alban Pellegris, Dominique Plihon, Gilles Rotillon, Stéphanie Treillet